



BAROMÈTRE D'ALERTE SUR LA SITUATION DES DROITS HUMAINS AU BRÉSIL 2019

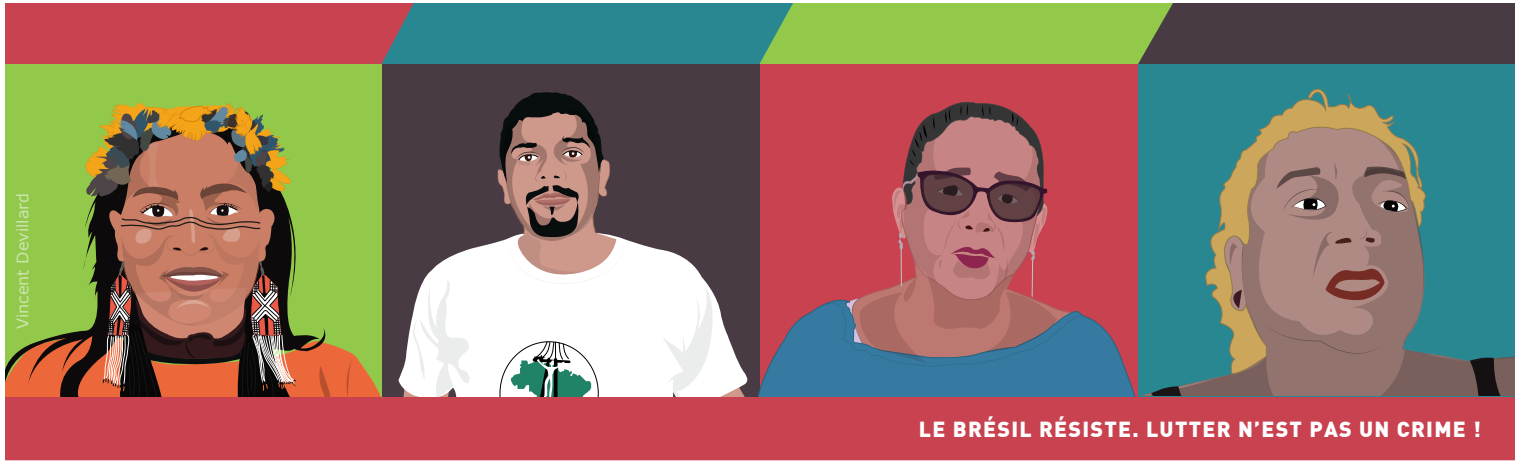
LE BRÉSIL RÉSISTE. LUTTER N'EST PAS UN CRIME !



**COALITION
SOLIDARITÉ
BRÉSIL**



→ Introduction	3
« JUSTICE SOCIALE »	
→ Fiche 1 : Racisme et violences policières	5
→ Fiche 2 : Femmes	7
→ Fiche 3 : Personnes LGBTQI+	9
→ Fiche 4 : Logement	11
« JUSTICE ENVIRONNEMENTALE »	
→ Fiche 5 : Accès à la terre	13
→ Fiche 6 : Peuples autochtones	15
→ Fiche 7 : Environnement	17
« ESPACES DE DÉMOCRATIE »	
→ Fiche 8 : Éducation	19
→ Fiche 9 : Opposition politique	21
→ Fiche 10 : Liberté d'expression	23
→ Que nous dit ce baromètre ?	25
→ Infographie	28



LE BRÉSIL RÉSISTE. LUTTER N'EST PAS UN CRIME !

INTRODUCTION

Dans un contexte de criminalisation croissante des mouvements sociaux au Brésil, 17 organisations de solidarité internationale françaises ont décidé en décembre 2018 de former une coalition pour faire converger leurs actions en soutien aux acteurs de la société civile brésilienne qui luttent pour la démocratie dans leur pays. **La Coalition Solidarité Brésil**, en lien avec des organisations brésiliennes, entreprend des actions de sensibilisation, de visibilité et de plaidoyer en France et en Europe, en défense des droits, plus particulièrement ceux des groupes vulnérables.

Les organisations de solidarité internationale membres de la Coalition Solidarité Brésil sont témoins des violences que ces organisations observent ou subissent sur le terrain. Ces violences sont le fruit de dysfonctionnements structurels historiques, tels que la concentration des richesses et des ressources entre les mains d'une minorité ou les discriminations liées au genre, à l'orientation sexuelle, à la classe sociale et à la couleur de peau héritées du colonialisme et de l'esclavage. Nous constatons cependant que ces violences et attaques envers les populations les plus exclues se sont aggravées depuis la destitution de Dilma Rousseff en 2016, la campagne électorale de 2018 et l'arrivée au pouvoir d'un gouvernement d'extrême droite à la tête du Brésil en janvier 2019.

Nos organisations partenaires et alliées nous ont alertés sur la détérioration de la situation de la démocratie au Brésil. Elles nous poussent à agir à leurs côtés, à rendre visibles et à dénoncer le mépris pour l'environnement et les violations des droits humains croissantes, touchant les communautés paysannes, autochtones et traditionnelles, les femmes, les populations LGBTQI+, en un mot les populations plus vulnérables de la société.

C'est pourquoi nous proposons aujourd'hui de relayer leur cri d'alarme, qu'il soit entendu en France et en Europe, en lançant la campagne « **Le Brésil résiste. Lutter n'est pas un crime !** ».



Comme première étape de cette campagne, nous nous sommes dotés d'un instrument à même de nous aider à faire un état des lieux de la situation sociale du Brésil. Il s'agit d'un **baromètre mesurant la pression subie par la société civile ces derniers temps et plus particulièrement ces deux dernières années**. Ce baromètre présente deux atouts :

- ① Il est généraliste, abordant sans prétendre à l'exhaustivité, une grande palette de thématiques, à l'image de la diversité des organisations qui composent notre Coalition. Nos liens et articulations avec les organisations au Brésil étant variés, nous avons voulu exploiter au mieux ces sources diverses.
- ② Il est produit à partir du témoignage, des rapports et analyses des organisations partenaires et alliées, c'est-à-dire à partir de la parole de personnes engagées sur le terrain, menant au quotidien un travail de défense des droits humains et de l'environnement.

Ce Baromètre vise à alerter la société française sur les violences et pressions subies par les mouvements et organisations sociales, mais il cherche également à mettre en avant les luttes et résistances de ces mêmes acteurs sur les territoires. Organisations paysannes, groupes de femmes et LGBTQI+, communautés autochtones, afrobrésiliennes et traditionnelles, communauté académique et étudiante, population des quartiers populaires, journalistes et artistes, personnalités politiques et bien d'autres se mobilisent aujourd'hui pour une société plus juste, plus égalitaire, et plus solidaire. Nous ne nous faisons donc pas l'écho d'un découragement, mais d'une espérance, celle portée par ces femmes et ces hommes, qui ne baissent pas la tête face à la brutalité d'un gouvernement et d'un système.

Il s'agit d'une première édition, qui sera amenée à être actualisée. Nos organisations continueront de dénoncer les atteintes à la démocratie brésilienne, ici en France et en Europe, conscientes que la pression internationale peut jouer un rôle pour ne pas laisser des crimes impunis.

LE BRÉSIL RÉSISTE
LUTTER N'EST PAS UN CRIME !
NOUS, ORGANISATIONS DE LA
SOCIÉTÉ CIVILE FRANÇAISE, SOMMES
SOLIDAIRES DE LA SOCIÉTÉ CIVILE
BRÉSILIENNE.



01

Baromètre d'alerte

Alejandro Chaskielberg / Midianinja.org

RACISME ET VIOLENCES POLICIÈRES

Le Brésil est marqué par un racisme structurel, qui s'exprime sous différentes formes. **Il opère tout d'abord dans le champ des représentations sociales** : dans les programmes de télévision, il est ainsi commun de voir les personnes afro-brésiliennes stigmatisées, reproduisant des stéréotypes sociaux qui les associent à la violence. La naturalisation du racisme passe aussi par l'absence de personnes noires parmi les haut.e.s magistrat.e.s des tribunaux de justice ou dans des cours de médecine

des universités, ce qui est rarement questionné et participe cependant à la construction de l'imaginaire social sur la place des populations noires au Brésil. **Le racisme s'exprime également dans le domaine économique** : les populations noires sont les plus vulnérables socialement, avec des salaires peu élevés et des emplois précaires pour la grande majorité d'entre elles. **Si l'on adopte un regard urbain, le racisme s'observe sur le territoire**, notamment dans les quartiers périphériques (favelas) où >

47,3 %

D'AUGMENTATION des victimes des violences policières entre 2016 et 2018³.

> les populations sont quotidiennement mises en danger par la guerre entretenue entre les forces policières et militaires d'un côté et les différentes milices et groupes du crime organisé de l'autre. À cela s'ajoutent les différents coûts de la vie dans les quartiers périphériques où les opportunités d'accès à l'éducation, à la santé, à la culture et sport et aux services publics de base sont bien moindres. Par là même, **ce racisme s'exprime dans le champ des politiques publiques**, qui n'intègrent pas suffisamment la problématique du combat contre les discriminations pour faire évoluer les inégalités raciales.

L'une des manifestations les plus significatives de ce racisme structurel ces dernières années est celle de la violence et notamment de **la violence policière, dont souffrent les populations noires des quartiers populaires** : 75,4 % des personnes mortes suite à des interventions policières entre 2017 et 2018 sont noires¹.

Soutenu par le lobby des armes, Jair Bolsonaro est arrivé au pouvoir avec **un discours sécuritaire et des propos particulièrement violents envers ses opposant.e.s**, désigné.e.s comme ennemi.e.s. La politique sécuritaire qu'il défend est basée sur la libéralisation du port et la possession des armes à feu, le durcissement des peines et l'incarcération de masse. Cette politique sécuritaire n'est pas nouvelle ; elle est cependant loin d'avoir fait ses preuves. La

société civile dénonce son impact meurtrier sur la population : 21 892 personnes ont perdu la vie suite à des actions policières entre 2009 et 2016². Les premiers indicateurs publiés pour l'année 2019 sont les pires depuis plus de 20 ans. L'année 2019 se révèle particulièrement violente dans l'État de Rio de Janeiro : de janvier à octobre, l'Institut de Sécurité Publique a recensé 1 546 cas de morts par des agents de l'État, soit près de cinq décès par jour causés par les forces policières.

Des mères et proches des victimes de ces violences policières se mobilisent donc aujourd'hui pour que ces crimes ne restent pas dans l'impunité et ne se reproduisent plus. Elles font entendre leur voix dans les médias, dénonçant le climat de terreur qui règne dans les quartiers populaires et **la violence qui vise en particulier les jeunes noir.e.s**. Elles se mobilisent pour obtenir justice pour leurs enfants assassinés. Elles refusent le terme de « guerre » employé par les autorités et plutôt qu'une politique de militarisation, elles plaident pour des politiques publiques garantissant un accès équitable aux droits pour les habitant.e.s des quartiers défavorisés.

1. *Violence contre les noirs et noires au Brésil 2019*, publié par le Forum Brésilien de Sécurité Publique.

2. Edition 2017 de *l'Annuaire Brésilien de Sécurité publique* publié par le Forum Brésilien de Sécurité Publique.

3. Editions 2017 et 2019 de *l'Annuaire Brésilien de Sécurité publique*, publié par le Forum Brésilien de Sécurité Publique.



**LES POPULATIONS NOIRES ET DES QUARTIERS PÉRIPHÉRIQUES
RÉSISTENT. Lutter n'est pas un crime !**



02 Baromètre d'alerte

Santiago Romero / Midianinja.org

FEMMES

Vivre sans violence est un droit pour toutes les femmes. **Depuis les années 1980, le Brésil a avancé dans la création de mécanismes, normes et services spécialisés d'attention aux femmes victimes de violence.** La loi Maria da Penha de 2006 est un bon exemple de ce processus : elle vise à protéger la femme de la violence domestique et familiale. Elle constitue le fruit d'un travail entre les pouvoirs publics et les mouvements sociaux de femmes.

Pourtant, le nombre de femmes assassinées est en augmentation. Selon les

derniers chiffres disponibles, 4 556 homicides de femmes ont été comptabilisés en 2017, le chiffre le plus haut depuis 10 ans. Malgré la légère réduction du nombre de cas en 2018 (4 107), **les féminicides⁴ sont en hausse** et correspondent à 29,3 % des homicides de femmes en 2018 contre 25,2 % en 2017, soit une augmentation de 4 %. Les femmes noires, des périphéries, des communautés autochtones ou traditionnelles, les personnes LGBTQI+ et vivant en milieu rural sont particulièrement vulnérables et menacées. Récemment, les débats autour de la violence se sont donc multipliés, portant davantage d'attention aux féminicides, au harcèlement sexuel, aux >

29,8 % D'AUGMENTATION des féminicides entre 2016 et 2018⁵.

- > grossesses adolescentes ou aux agressions dans les espaces publics. Des voix plurielles de femmes rompent avec un silence depuis trop longtemps installé. Transparence des données, visibilité des cas, refus de l'impunité (encore trop courante), sont les revendications portées dans les campagnes et mobilisations qui éclairent sur la réalité de la violence au Brésil.

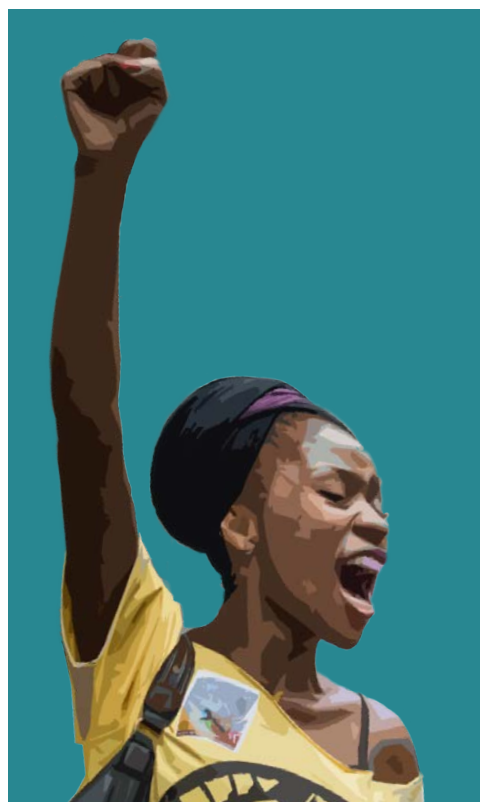
Après les manifestations #Elenão, qui se sont répercutées dans le monde entier en rejet au discours sexiste et de haine porté par Jair Bolsonaro au moment de la campagne électorale, **les organisations et mouvements de femmes se sont mobilisé.e.s durant toute l'année 2019 à travers le pays**. Des marches, rassemblements et actes symboliques ont eu lieu pour alerter sur les reculs dans la lutte contre la violence faite aux femmes. L'assassinat de la conseillère municipale Marielle Franco en mars 2018, affaire encore non résolue, est l'un des cas emblématiques des conséquences meurtrières d'un discours haineux incitant à la violence, visant notamment celles et ceux qui s'expriment contre.

Les organisations et mouvements de femmes réclament des politiques publiques adaptées et donc plus de centres, de maisons de protection et de commissariats de police spécialisés dans l'accueil des femmes. Ces organisations et mouvements dénoncent

la flexibilisation du port d'armes qui va augmenter les risques de violence domestique et familiale et plaident pour un investissement dans l'éducation, afin de déconstruire dès le plus jeune âge le machisme qui imprègne toute la société.

4. Assassinat pour le fait d'être femme, crime qui a été typifié dans la loi en 2015.

5. Editions 2017 et 2019 de *l'Annuaire Brésilien de Sécurité publique*, publié par le Forum Brésilien de Sécurité Publique.





03

Baromètre d'alerte

PERSONNES LGBTQI+

Les violences liées à l'orientation sexuelle ne sont pas nouvelles au Brésil, mais elles sont en augmentation ces dernières années. En 2016, le rapport annuel du *Groupe Gay de Bahia* indiquait le chiffre de 150 personnes LGBTQI+ assassinées, soit un meurtre toutes les 25 h⁶. Ce taux, déjà parmi les plus élevés au monde, ne fait que croître. 320 personnes LGBTQI+ ont été assassinées au Brésil en 2018⁷. Toujours selon le rapport du *Groupe Gay da Bahia*, les cas d'agressions physiques sont également en augmentation (713 cas enregistrés cette même année). Ces indicateurs témoignent d'une LG-

BT-phobie de plus en plus marquée, entretenue par un discours politique banalisant ce type de violence. Tout au long de l'année 2018, le candidat en campagne Jair Bolsonaro n'a cessé de stigmatiser cette communauté, à grand renfort de phrases chocs. Afin de s'adresser à la frange la plus conservatrice la société brésilienne, il proposait de lutter contre toute sexualité considérée comme une atteinte à la morale et aux bonnes mœurs.

Ces paroles ont été suivies par des actes depuis son arrivée au pouvoir, avec le retrait de la défense des personnes LGBTQI+ des >

113 % D'AUGMENTATION des violences faites aux personnes LGBTQI+ entre 2016 et 2018⁸.



> prérogatives du Ministère des Droits Humains et la réduction des budgets alloués au soutien aux associations luttant contre l'homophobie. Autre forme d'attaque contre la communauté LGBTQI+, la nouvelle politique de santé publique s'axe sur l'abstinence dans la lutte contre le VIH et abandonne le soutien financier aux instituts de recherche de traitement antirétroviraux.

Dans ce contexte de violence, malgré un fort sentiment d'insécurité, la communauté LGBTQI+ se mobilise à travers des actions fortes. La *Gay pride* 2019 a ainsi été l'une des plus suivies de ces dernières années.

La lutte contre les violences anti-LGBTQI+ a rencontré un certain écho dans les contre-pouvoirs brésiliens, à l'image de groupes d'avocat.e.s demandant le respect des droits des personnes LGBTQI+ ou encore via la confirmation, par le Tribunal Suprême Fédéral, de la criminalisation de l'homophobie, au même titre que le racisme.

6. *Groupe Gay de Bahia* « Le meurtre de personnes LGBT au Brésil » Rapport 2016.

7. *Groupe Gay de Bahia* « Population LGBT morte au Brésil » Rapport 2018.

8. Selon le *Groupe Gay de Bahia* (Rapports annuels 2016 et 2018).



04

Baromètre d'alerte

Midianma.org

LOGEMENT

La Constitution du Brésil fait partie des meilleurs exemples au monde en matière de reconnaissance du **droit au logement**. Les articles 82 et 83 de la Constitution traitent de la politique urbaine au Brésil et garantissent que **la propriété du sol urbain doit remplir sa fonction sociale**.

Cependant, en 2015, on estimait à **101 854 le nombre de personnes vivant dans la rue au Brésil**, dont 77,02 % dans les grandes villes et, notamment, 48,89 % dans la région Sud-Est⁹.

Après les politiques sociales des années 2000, qui ont amené à la création du Ministère des villes,

une revendication historique des mouvements populaires de lutte pour le droit à l'habitat, des politiques d'austérité ont brutalement inversé la tendance.

Le dialogue avec les mouvements sociaux s'est interrompu et les expulsions des familles occupant des immeubles vides sont devenues récurrentes. L'organisation des Jeux Olympiques en 2016 à Rio et celle de la Coupe du Monde de football en 2014 dans d'autres villes ont servi d'alibi pour accélérer ces expulsions.

Durant sa campagne électorale, le président Jair Bolsonaro a lancé des messages clairs sur la >

6,9 millions
de familles
SANS LOGEMENT¹¹.

6 millions
D'IMMEUBLES
VIDES¹¹.

- > sacralité de la propriété privée en dépit du droit au logement pour tous et toutes. Les menaces et la criminalisation des mouvements luttant pour un logement digne et pour le droit à la ville ont continué depuis son accession au pouvoir.

Ce discours est devenu concret dans les premières mesures adoptées par le gouvernement en 2019 via **l'augmentation des expulsions et l'arrestation préventive de militant.e.s**, la proposition de modification des articles de la Constitution sur la fonction sociale de la propriété urbaine et rurale, la réduction budgétaire pour les politiques d'accès au logement.

Criminalisation de la pauvreté et lutte pour le logement

Les personnes sans-abris cumulent les stigmates et se trouvent parmi les plus vulnérables aux violences. Entre 2015 et 2017, 777 904 cas de violence ont été signalés, dont 17 386 (2,2 %) étaient motivés par le fait que la victime vivait dans la rue. Les femmes (50,8 %) et les personnes noires (54,8 %) sont les victimes les plus fréquentes parmi les déclarations de violence envers le sans-abris entre 2015 et 2017¹⁰.

C'est dans ce cadre que **les mouvements de lutte pour le logement se battent pour construire des alternatives** et donner une voix à cette partie invisible de la population. L'occupation constitue l'une de leurs armes fondamentales : s'appuyant sur le principe constitutionnel de la fonction sociale de la

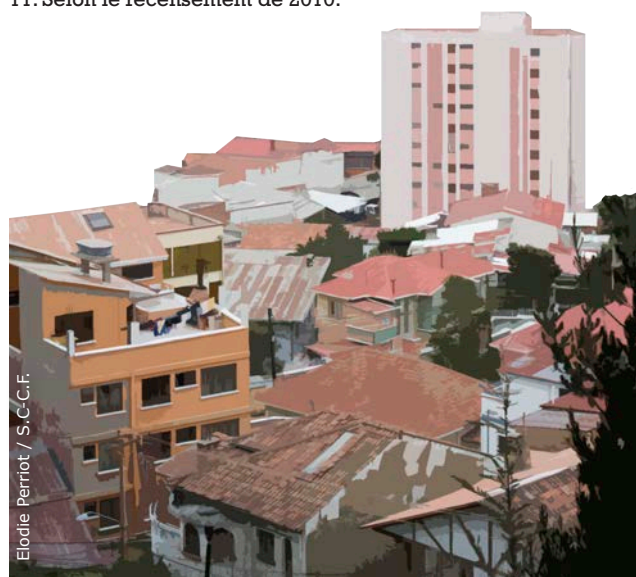
propriété, ils choisissent des terrains inoccupés et procèdent à leur occupation avec les familles intéressées. Le but n'est pas seulement de trouver une solution au problème du logement, mais aussi de construire des espaces pour l'accès à l'éducation, la santé, la culture, la mobilité et améliorer la qualité de vie des familles ainsi relogées.

Face au besoin, occuper un espace dans la ville revient aussi **à occuper un espace dans le débat politique**. Cela permet par ailleurs de se former, pour continuer à dénoncer le manque de politique d'accès au logement pour les plus exclu.e.s.

9. Données du Secrétariat de surveillance de la santé "Population en situation de rue et violence - analyse des notifications au Brésil de 2015 à 2017".

10. Ibid

11. Selon le recensement de 2010.





05

Baromètre d'alerte

Elodie Perriot / S.C.C.F.

ACCÈS À LA TERRE

Tout comme la plupart des pays d'Amérique Latine, le **Brésil est marqué par une forte concentration des terres entre les mains d'une minorité : 45 % des terres agricoles sont ainsi dans les mains de moins d'1 % des propriétaires, faisant du Brésil le 5^e pays le plus inégalitaire en termes d'accès à la terre en Amérique latine.** À cette concentration, s'ajoute une inégalité de genre, puisque les hommes sont à la tête de 87,32 % des exploitations agricoles¹². Cette concentration foncière héritée de la colonisation est accentuée par un développement économique basé sur la surexploitation des ressources naturelles

et l'exportation des matières premières. En conséquence de cette agriculture industrielle, le Brésil est aujourd'hui le 4^e plus gros consommateur d'engrais synthétiques et le premier en consommation de pesticides au monde¹³.

L'équation est simple : moins il y a de surfaces disponibles, plus la pression pour l'occupation des terres est forte. Depuis 2015, les conflits liés à la terre ne cessent de se multiplier, exacerbant les violences en milieu rural, en particulier envers les communautés paysannes, les peuples autochtones et les communautés traditionnelles. Ce sont pourtant >

67 % D'AUGMENTATION du nombre d'hectares de TERRES EN CONFLIT entre 2016 et 2018 ¹⁴.

- > ces acteurs qui essaient de garantir un rapport plus sain et plus respectueux à l'environnement sur les territoires.

Sous le gouvernement Temer, puis Bolsonaro, la Fondation Nationale de l'Indien (FUNAI), organisme de l'État brésilien en charge de la délimitation et de la protection des territoires autochtones et l'Institut National de la Colonisation et de la Réforme Agraire (INCRA), des institutions fondamentales pour garantir et régulariser l'accès à la terre, ont vu leurs budgets et attributions considérablement réduire. Par ailleurs, divers projets de loi ont été présentés en 2019 pour encourager l'achat de terres par des capitaux étrangers, favoriser l'expulsion des communautés rurales de leurs terres et territoires et rendre plus difficile le processus de réforme agraire.

Les mouvements paysans dénoncent la criminalisation qu'ils subissent et l'abandon des politiques publiques permettant aux petits producteurs et productrices de vivre dignement de leur travail. Ils promeuvent en parallèle l'agroécologie comme alternative à l'agriculture industrielle qui concentre la propriété de la terre et contamine l'environnement.

12. Rapport Oxfam "Terre, Pouvoir et Inégalité en Amérique Latine", 2016.

13. *Atlas de l'Agrobusiness 2018*, Fondation Heinrich Böll Brasil et Fondation Rosa Luxemburgo.

14. Selon la Commission Pastorale de la Terre. Rapport Conflits dans le monde rural Brésil, 2018.





06

Baromètre d'alerte

PEUPLES AUTOCHTONES

Le cacique Emyra Wajapi, le 23 juillet 2019 ; Paulo Paulino Guajajara, gardien de la forêt le 1^{er} novembre 2019 ; le cacique Prexede Guajajara et Raimundi Benicio Guajajara, le 7 décembre 2019 ; Humberto Peixoto Tuiuca le 2 décembre 2019... La liste des autochtones assassiné.e.s au Brésil n'a cessé de s'allonger tout au long de l'année.

En 2018, 135 autochtones ont été assassiné.e.s, un.e toutes les 48 heures, contre 56 en 2016, soit une augmentation de 141 %¹⁵. Ces crimes restent bien souvent impunis et leurs auteurs ne sont pas poursuivis par la justice.

La Constitution brésilienne de 1988 reconnaît des droits aux peuples autochtones et affirme le principe de diversité culturelle. Pourtant, les droits fondamentaux des peuples autochtones sont régulièrement bafoués et remis en question.

Le territoire est un aspect central des modes de vie, cultures et identités des différents peuples. La lutte pour leur délimitation qui assurerait leurs droits fonciers est une revendication historique. Sur le sujet, l'Articulation des peuples autochtones du Brésil (APIB) affirme : « *La démarcation des terres autochtones représente une* » >

141 %

D'AUGMENTATION du nombre de personnes autochtones assassinées entre 2016 et 2018.

> *garantie de protection pour la forêt et les personnes qui en dépendent pour leur subsistance. La terre est la base de l'habitat d'un peuple et la durabilité des richesses naturelles qui y sont présentes assure la reproduction physique et culturelle des peuples autochtones.* »¹⁶. Or la démarcation des territoires est aujourd'hui paralysée pour de nombreux dossiers et les attaques se multiplient. En 2018, 111 cas **d'invasion pour l'exploitation illégale de ressources naturelles sur les territoires autochtones** ont été rapportés, contre 96 en 2017. **160 cas ont été recensés pour les 9 premiers mois de 2019 dans 19 États du Brésil**¹⁷, avec des procédés de plus en plus violents.

Cette impunité est renforcée par le discours tenu par Jair Bolsonaro contre les peuples autochtones - « *nous allons les intégrer à la société* »¹⁸ - qui rejette les différences et renoue avec une politique d'assimilation.

Les organisations de lutte pour le respect des droits des peuples autochtones réalisent un travail pour rendre visible cette violence. Elles recensent et compilent des données

précises sur les attaques subies par les peuples autochtones. Plusieurs campagnes ont été par ailleurs lancées pour dénoncer les assassinats d'autochtones. En avril 2019 a eu lieu le 15^e Camp Terre Libre (Acampamento Terra Livre), événement phare pour les peuples autochtones brésiliens et leurs organisations, rassemblant plus de 4 000 personnes. Dans le document final, ils ont dénoncé avec véhémence l'attitude d'un gouvernement qui vise à les « exterminer »¹⁹.

15. Conseil Indigéniste Missionnaire, Rapport Violence contre les Peuples autochtones 2016 et 2018.

16. Site internet de l'APIB (Articulation des peuples autochtones du Brésil).

17. Ibid.

18. Entretien Globo News du 3 août 2018.

19. Document final du XV^{ème} ATL, site internet du CIMI.



LES PEUPLES AUTOCHTONES RÉSISTENT.
Lutter n'est pas un crime !





07

Baromètre d'alerte

ENVIRONNEMENT

L'économie brésilienne repose en grande partie sur l'extraction et l'exportation des ressources naturelles²⁰. Pour répondre à une volonté de croissance économique sans limite, les frontières pour l'exploration et l'exploitation des ressources sont sans cesse repoussées. Les grands projets de barrages et autres infrastructures sont menés à la hâte, sans consulter les populations vivant sur ces territoires. Les cas d'accaparement des terres et les pressions pour le contrôle de ces ressources naturelles²¹ s'accroissent. De ce fait, les conflits socio-environnementaux sont en forte augmentation au Brésil en 2018 et 2019 par rapport aux années précédentes.

En 2019, la **déforestation de l'Amazonie a augmenté de 85 % par rapport aux données de 2018**²² : selon le Système de détection de la déforestation de l'Amazonie légale en temps réel (Deter), l'année passée 9 165,6 km² de forêt ont été sous alerte de déforestation, contre 4 946,37 en 2018. Une déforestation au profit de l'extraction souvent illégale de bois et de l'expansion de la frontière agricole. Entre 2019, 89 178 départs de feu ont été comptabilisés, contre 68 345 pour toute année 2018, soit **une augmentation de 30 %**²³. Les secteurs économiques les plus puissants voient d'abord l'Amazonie comme un territoire à >

85 % D'AUGMENTATION de la déforestation en Amazonie entre 2018 et 2019.

- > exploiter pour le développement économique du Brésil.

L'Amazonie n'est pas le seul territoire en proie aux conflits socio-environnementaux : en 2018, **276 conflits pour l'accès à l'eau** ont éclaté sur tout le territoire brésilien, contre 197 l'année précédente. Ces conflits ont impliqué plus de 368 000 personnes en 2018, soit deux fois plus qu'en 2017²⁴.

Le barrage de déchets miniers de l'entreprise Vale à Brumadinho, qui a cédé le 25 janvier 2019, a fait 259 morts²⁵ et a libéré 12,7 millions de mètres cubes de boues toxiques. Il constitue un autre exemple de cette pression socio-environnementale provoquée par l'extractivisme et l'irresponsable gestion des multinationales propriétaires.

Les associations et les défenseur.e.s des droits socio-environnementaux résistent au niveau national et international en exigeant réparation et justice et en dénonçant la situation auprès de la Commission Interaméricaine des Droits de l'Homme (CIDH). Au niveau local, les bases militantes se mobilisent contre la construction des barrages ou autres mégaprojets qui ne font pas l'objet de consultation préalable.



20. Atlas de la complexité économique 2017.

21. Voir textes sur l'accès à la terre et les peuples autochtones.

22. Institut National de Recherche Spatiale du Brésil (INPE), données de janvier 2020.

23. Ibid.

24. Selon la Commission Pastorale de la Terre. Rapport Conflits dans le monde rural Brésil 2018.

25. Données 2019 du Comité en défense des territoires.



08

Baromètre d'alerte

Midianinja.org

ÉDUCATION

Depuis son accession au pouvoir, le président Jair Bolsonaro a lancé une croisade idéologique contre le système éducatif du pays. Allié du mouvement « *Escola Sem Partido* » (École sans parti) qui défend une purge de l'Éducation au nom de la patrie, de l'ordre social et des valeurs chrétiennes, la lutte contre le « marxisme culturel » a été le cœur de sa campagne électorale.

En présentant Abraham Weintraub comme ministre de l'Éducation, Bolsonaro avait déclaré : « *Nous voulons une jeunesse qui ne s'intéresse pas à la politique* ».

En mai 2019, le gouvernement a annoncé des **coupes dans le budget de l'enseignement supérieur** de 5,1 milliards de reais (environ 1,16 milliard d'euros), impactant le fonctionnement des universités et l'entretien des bâtiments. Coupes budgétaires et **dénonciation des « ennemis de la patrie »** allant de pair, les intérêts des grands groupes de l'enseignement privé et des milieux évangéliques les plus conservateurs s'en trouvent favorisés.

D'autres mesures inquiétantes ont été prises : une révision des manuels scolaires visant à effacer toute mention de la « *dictature militaire* », >

3 474 bourses d'études universitaires SUPPRIMÉES en 2019²⁶.

- > la mise en place d'une commission chargée d'évaluer les « *contenus idéologiques* » de l'enseignement supérieur et une modification des règles définissant le choix des recteurs des universités fédérales. Un **nouveau modèle de l'enseignement** est porté par le gouvernement : les disciplines comme la philosophie, la littérature ou la sociologie sont directement menacées, alors que, parallèlement, le gouvernement propose d'implanter 200 écoles civiques-militaires d'ici 2023.



Toute la politique de démocratisation de l'éducation entre 2003-2015 risque ainsi d'être balayée, tout comme l'héritage de grands pédagogues brésiliens, au premier rang desquels Paulo Freire, référence internationale en matière d'éducation populaire, voué aux gémonies par le nouveau pouvoir.

Les premières mesures du gouvernement témoignent donc de cette **double orientation réactionnaire et néolibérale** : d'une part, extorquer de l'argent à la société par des coupes budgétaires massives, dans différents secteurs (éducation, santé, environnement), et, d'autre part, s'attaquer plus directement au secteur de l'éducation qui a été particulièrement actif dans la lutte contre les politiques d'austérité du gouvernement de Michel Temer.

C'est dans ce cadre que des mobilisations massives se sont déroulées en 2019 pour dénoncer les attaques contre l'éducation publique, avec un million et demi de personnes dans les rues au mois de mai. **Les mouvements sociaux brésiliens se mobilisent aujourd'hui pour défendre une éducation publique, libre et démocratique.**

26. Selon la Coordination de Renforcement de l'enseignement du Niveau Supérieur (CAPES).



LES ORGANISATIONS ÉTUDIANTES, LES SYNDICATS DES TRAVAILLEUSES DES ÉTABLISSEMENTS D'ÉDUCATION ET LES ÉCOLES D'ÉDUCATION POPULAIRE RÉSISTENT.
Lutter n'est pas un crime !



09

Baromètre d'alerte

OPPOSITION POLITIQUE

Le Brésil connaît depuis le début des années 2010 **une situation de crise politique et démocratique**. Une nouvelle étape a été franchie en 2016 avec la destitution de l'ex-présidente Dilma Rousseff, à la suite d'un processus parlementaire dont l'illégalité a été largement dénoncée par des juristes. Cette attaque frontale aux règles démocratiques témoignait notamment de la montée en puissance de groupes d'influence au sein du parlement brésilien, liés à trois secteurs désignés sous le nom de « **BBB** » pour **Balles, Bible, Bœuf** (armement, églises évangéliques, agro-industrie).

Ce front parlementaire a largement soutenu la candidature de Jair Bolsonaro, encourageant un discours de campagne axé sur la lutte contre les « idéologies de gauches », visant particulièrement le Parti des travailleurs (PT).

Depuis son arrivée au pouvoir, Jair Bolsonaro a confirmé sa volonté de réduire les oppositions progressistes.

Environ 320 fonctionnaires occupant des postes de confiance ont été licenciés, dans le but avoué de « dépétiser » le gouvernement²⁷. Les mouvements sociaux ont, quant à eux, été soumis à une surveillance accrue. C'est ainsi que dès le mois de janvier 2019, une >

320 fonctionnaires ONT ÉTÉ LICENCIÉ.E.S. en raison de leur orientation politique en 2019²⁸.

- > mesure provisoire a chargé le secrétariat du gouvernement de « superviser, coordonner, suivre et accompagner les activités et les actions des organismes internationaux et des ONG sur le territoire national » (mesure provisoire 870/2019). Cette mesure, dont l'application a pour l'instant été suspendue par les instances judiciaires, témoigne d'une volonté de contrôle de la société civile par le nouvel exécutif brésilien.

Le gouvernement de Jair Bolsonaro a également développé l'usage de la justice à des fins politiques, comme une arme dans sa lutte idéologique contre l'opposition démocratique. Cet usage est incarné par la nomination au poste de ministre de la Justice du juge Sergio Moro, principal responsable de l'incarcération contestée de l'ex-président Lula, ayant empêché sa candidature à l'élection présidentielle.

Derrière ce cas emblématique, les exemples d'instrumentalisation de la justice à des fins politiques sont nombreux. Plusieurs.e.s député.e.s d'opposition victimes de menaces de mort se voient opposer un refus de protection policière, à l'image de la députée Talira Petrone (PSOL). À ce défaut de protection s'ajoute une inaction judiciaire visible dans la recherche des responsables de violences commises à l'encontre des opposant.e.s politiques. Ainsi, malgré les avancées effectuées par les journalistes dans l'enquête sur l'assassinat de la



conseillère municipale de Rio Marielle Franco en avril 2018, aucun commanditaire n'a encore été identifié par la justice.

27. Déclaration du Ministre Onyx Lorenzoni.

28. Ibid.



10

Baromètre d'alerte

LIBERTÉ D'EXPRESSION

La violation de la liberté d'expression est un phénomène ancien au Brésil. **En 2018, 5 familles contrôlent plus de 50 % des médias**²⁹. En tout, ce sont moins de 10 familles qui dictent la ligne éditoriale de ce qui sera transmis à la société brésilienne. Les médias publics existent, mais sont très faibles et peu indépendants face aux intérêts politiques et économiques des groupes au pouvoir.

La Constitution brésilienne garantit pourtant la diversité et la pluralité de l'information, mais ces principes n'ont jamais été traduits dans la loi. Et pour cause, plusieurs dizaines de parlementaires sont propriétaires de médias, ce qui est interdit par la Constitution. En 2018, des organisations

de la société civile dénonçaient à la Justice quarante de ces député.e.s en exercice³⁰.

Ainsi, l'information qui circule au Brésil est généralement biaisée et discriminante, véhiculant quotidiennement un discours élitiste, machiste, raciste et homophobe. En 2017, une étude révélait que seuls 3,7 % des présentateurs de télévision étaient noirs³¹. Par ailleurs, de nombreux territoires sont en réalité des déserts d'information : plus de 60 % des communes ne disposent pas d'une information locale provenant d'une source journalistique³². Les liens étroits entre les médias et la justice, capables d'influencer le résultat des élections, sont fréquemment dénoncés. >

LE BRÉSIL EST 105^{ème} sur 180 pays, en 2019 sur le classement mondial de la liberté de la presse de Reporters Sans Frontières.

- > L'arrivée de Bolsonaro n'a fait qu'aggraver un scénario déjà dégradé. Dès la campagne électorale de 2018, la prolifération des propos haineux a abouti à une multiplication des violences. Les attaques contre les journalistes et blogueurs ont augmenté de 30 % entre 2017 et 2018³³. On recense ainsi plus de 200 professionnels.e.s agressé.e.s en 2018³⁴. Sur 180 pays, **le Brésil est passé du 102^e rang en 2018, au 105^e rang, en 2019, sur le classement mondial de la liberté de la presse de l'ONG Reporters Sans Frontières.**

Après sa prise de fonction, Jair Bolsonaro a adopté une stratégie d'attaque frontale et systématique contre la presse, y compris contre les médias dominants, visant à discréditer le travail journalistique et faisant des médias ses principaux adversaires politiques. Au cours des 10 premiers mois de son mandat une étude a montré que le président Bolsonaro a proféré au moins 99 attaques contre des journalistes sur ses propres comptes de réseaux sociaux, soit au moins 2 attaques par semaine³⁵.

L'unique entreprise de communication publique du pays, l'EBC, créée en 2007, est aujourd'hui un instrument de propagande du gouvernement. Ses salarié.e.s dénoncent régulièrement la chasse aux sorcières qui y est menée, pour dénoncer celles et ceux qui ne partagent pas les opinions politiques du gouvernement. Bolsonaro privilégie d'autre part les médias évangéliques, importants soutiens politiques du gouvernement. En 2019, pour la première fois de l'histoire, le

groupe médiatique Record, propriété de l'Église Universelle du Royaume de Dieu, recevait une subvention publique plus importante que le célèbre conglomérat privé Globo³⁶.

Mais la répression s'est aussi étendue à d'autres secteurs, ce qui pose un réel danger pour la démocratie. Fin 2019, le fils de Jair Bolsonaro et député fédéral Eduardo Bolsonaro, s'est déclaré favorable à un nouvel AI-5, l'acte institutionnel qui a durci la dictature militaire en 1968, en suspendant les garanties constitutionnelles, limitant la plupart des droits civils et politiques comme les libertés syndicales et normalisant la persécution des opposant.e.s politiques.

Dans le milieu artistique, plusieurs pièces de théâtre, projections de films, expositions ou publications ont été interdites, dans le but de « *préserver les valeurs chrétiennes* », comme l'affirme Bolsonaro. Alors que 6 cas de censure avaient été répertoriés en 2018, ils ont atteint le nombre de 27 jusqu'au mois de novembre 2019³⁷.

29. Données de 2018 de Media Ownership Monitor Brasil.

30. Relevé effectué par Intervezes en 2018.

31. Etude réalisée par le collectif de médias Vaidapé en 2017.

32. Atlas de l'info 2019.

33. Rapport d'Article 19, « Violations de la liberté d'expression-2018 ».

34. Rapport 2018 de la Fédération Nationale des Journalistes « Violence contre les journalistes et la liberté de la presse au Brésil ».

35. Relevé 2019 de la Fédération nationale des Journalistes (FENAJ).

36. Relevé effectué par UOL en 2019, sur la base des informations du Secrétariat Spécial de la Communication.

37. Données 2019 de l'Observatoire de la censure artistique.



LES JOURNALISTES, ARTISTES ET INTELLECTUEL.L.E.S RÉSISTENT.
Lutter n'est pas un crime !

QUE NOUS DIT CE BAROMÈTRE ?



RIEN DE NOUVEAU, MAIS TOUT S'AGGRAVE

Aucun des phénomènes décrits dans ce baromètre n'est nouveau. Pour toutes les thématiques choisies, les causes sont souvent structurelles : colonisation, esclavage, concentration des richesses et des ressources entre les mains d'une minorité sont autant de facteurs expliquant les inégalités et violences actuelles. Il est donc essentiel d'avoir en tête l'histoire du Brésil pour comprendre la situation d'attaques et violations



des droits humains et les persécutions vécues par de nombreuses minorités. **Si la situation de violence n'est pas nouvelle, elle s'est en revanche aggravée depuis l'arrivée au pouvoir de Jair Bolsonaro.** Ce dernier est porteur d'une gouvernance néolibérale et autoritaire qui accentue la pression sur les populations les plus exclues.

DES VIOLENCES CIBLÉES

Ce baromètre révèle **une focalisation des violences contre un certain type d'acteurs sociaux.** Il s'agit de ces populations qui avaient commencé à accéder à de nouveaux droits lors de la décennie précédente. Pour la première fois de leur histoire, **les femmes, personnes LG-BTQI+, populations noires, autochtones et bien d'autres avaient bénéficié de politiques publiques facilitant leur inclusion sociale.** Ce changement n'a pas été sans déranger une partie de la population, inquiète devant la perspective de partager ses privilèges. Ce n'est donc pas un hasard si les violences actuelles, dans la sphère publique ou privée, ciblent particulièrement ceux et celles qu'elle considère comme des intrus.

INTERSECTIONNALITÉ

Le niveau de violence augmente si l'on croise les différentes causes de discriminations possibles. C'est ainsi que les femmes noires des favelas au Brésil sont d'autant plus vulnérables qu'elles doivent assumer le fait d'être femmes, de couleur de peau noire et habitantes de zones périphériques. D'où l'importance d'une lecture et d'une vision intégrale de la situation des personnes. **Ce baromètre doit se lire comme un tout et non comme une approche segmentée** qui isolerait des cas qui n'ont rien à voir les uns avec les autres. >

LES JEUNESSES, UN SUJET TRANSVERSAL

Les jeunes brésiliennes constituent un acteur transversal qui n'a pas fait l'objet d'une fiche particulière. En revanche, il est juste de souligner **qu'elles sont souvent à la fois les premières victimes, et les premières mobilisées**. Beaucoup d'organisations de la société civile choisissent de travailler plus spécifiquement avec elles dans l'optique de générer de véritables processus de transformation sociale au niveau du pays.

UNE MODIFICATION DU RAPPORT ENTRE L'ÉTAT ET LA SOCIÉTÉ CIVILE

Ce baromètre nous parle du nouveau rapport entre l'État et la Société Civile : à travers la création de nombreux conseils, institutions

et programmes, le Brésil s'était distingué en impulsant un processus de co-construction des politiques publiques entre l'État et les organisations de la société civile. Cette co-construction permettait au pays d'avancer dans le sens de l'approfondissement des droits politiques, économiques, sociaux et culturels. Cependant, **ces espaces d'action conjointe ont été supprimés, réduisant la relation entre l'État et les acteurs sociaux à un lieu d'affrontement et de résistance**. Le Brésil étant un État fédéral, cette affirmation est néanmoins à nuancer : si au niveau national, peu de co-construction est possible, au niveau des États ou des municipalités, il est encore parfois possible pour les organisations et mouvements sociaux de faire entendre leur voix et d'avoir une incidence sur les politiques publiques.

BAROMETRE D'ALERTE

QUELQUES PRÉCISIONS



→ **Ce baromètre est un outil construit en collaboration avec l'Observatoire de la démocratie brésilienne** produit par Autres Brésils, qui collecte des données précises pour comprendre et étudier les menaces qui pèsent sur les mouvements sociaux brésiliens.

→ **Ce baromètre est loin d'être exhaustif**, de nombreux autres secteurs de la population pourraient faire l'objet d'une recherche plus approfondie. Il s'agit d'une première édition pour donner à voir et sentir ce qui se trame au Brésil actuellement. Le champ des victimes des atteintes à la démocratie est malheureusement bien plus ample.

→ **Il faut aussi prendre en compte que les chiffres présentés ici sont souvent sous-estimés**, se basant, pour la violence par exemple, sur les cas qui ont fait l'objet d'une plainte. Là encore, la pression exercée sur la société civile est donc bien plus grande.

→ **La plupart des données ne sont pas de 2019, car leur temps de collecte et de publication est toujours décalé** par rapport à l'année civile. Nous avons tout de même inclus quelques premières données qui s'avèrent toutes alarmantes. Par ailleurs, les mesures prises par l'actuel gouvernement ne peuvent aller que dans le sens de l'augmentation de la violence (libéralisation du port d'armes etc.)

COLLECTIF DE 17 ASSOCIATIONS

**RÉSISTANCE ET MOBILISATION
PLUTÔT QUE RÉSIGNATION**

En produisant ce baromètre et à travers notre travail quotidien, **nos organisations sont témoins de l'absence de résignation de la part des organisations brésiliennes.** Beaucoup d'entre elles sont dans une situation **de grande fragilité institutionnelle et financière, mais ne sont pas prêtes à baisser les bras.** Elles se mobilisent et résistent. Leur force consiste à être **enracinées sur les territoires où elles déploient leur capacité d'action collective**, tant pour accompagner les victimes de violence, que pour promouvoir des cadres et politiques défendant les droits des populations.

IMPUNITÉ ET INVISIBILITÉ

Au Brésil, la justice, comme les médias, semblent servir les intérêts des grands pouvoirs en place, si bien que **très peu des chiffres et données relatés dans ce baromètre sont diffusés et connus du grand public.** Et dans beaucoup de cas de violences, aucune poursuite judiciaire n'est engagée. D'où l'urgence de leur donner une certaine résonance ici en France et en Europe. Il nous semble être de notre devoir de ne pas laisser dans l'ombre et impunis ces crimes contre les populations les plus vulnérables.

→ Act Up Paris

<https://www.actupparis.org/>

→ Acteurs dans le monde Agricole et Rural (AMAR)

<https://www.amar-bresil.net/>

→ Attac France

<https://france.attac.org/>

→ Autres Brésils

<https://www.autresbresils.net/>

→ CCFD –Terre Solidaire

<https://ccfd-terresolidaire.org/>

→ Centre d'études et d'initiatives de solidarité internationale (Cedetim)

<https://www.reseau-ipam.org/>

→ Centre d'étude du développement en Amérique Latine (CEDAL)
→ Centre de recherche et d'information pour le développement (CRID)

<https://crid.asso.fr/>

→ Comité des Amis des Sans Terre du Brésil

<https://amisdumst-paris.wixsite.com/amisdumst>

→ Comité de solidarité avec les Indiens des Amériques (CSIA-Nitassinan)

<https://www.csia-nitassinan.org/>

→ Emmaüs International

<https://www.emmaus-international.org/fr/>

→ France Amérique Latine (FAL)

<https://www.franceameriquelatine.org/>

→ France Libertés

<https://www.france-libertes.org/fr/>

→ Internet sans frontières

<https://internetwithoutborders.org/>

→ Planète Amazone

<https://planeteamazonne.org/>

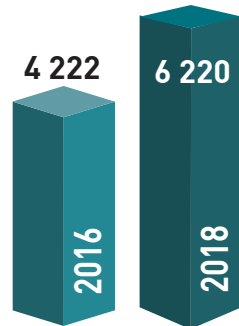
→ Red.br

<https://red-br.com/>

→ Secours Catholique -Caritas France

<https://www.secours-catholique.org/>

→ Le nombre d'homicides des jeunes noirs est 3 fois supérieur à celui des jeunes blancs¹.



→ Victimes des violences policières. 47,3 % D'AUGMENTATION².



**RACISME ET
VIOLENCES POLICIÈRES**

→ **JUSTICE SOCIALE**

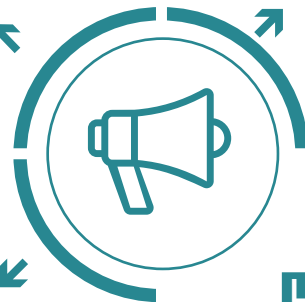
→ 2018 :
11 ASSASSINATS
de femmes en
moyenne par
jour.



FEMMES



↑ Fémicides
29,8 %
d'AUGMENTATION³.



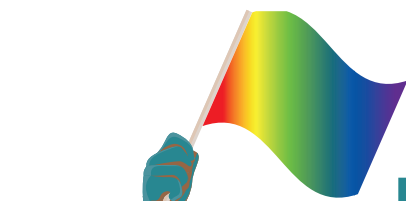
LOGEMENT



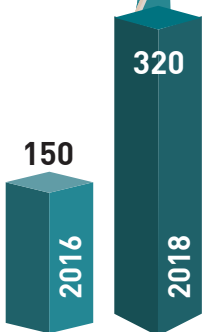
6,9 MILLIONS de familles sans logement⁴.

6 MILLIONS d'immeubles vides⁷.

→ 26 millions de personnes, soit 12,8 % de la population, n'ont pas accès à un logement digne en 2018⁸.



**PERSONNES
LGBTQI+**



↑
Assassinats
homophobes
113 %
d'AUGMENTATION⁴.

Une
personne
LGBTQI+ est
assassinée
toutes les
23 HEURES⁵.

1. Selon L'Institut Brésilien De Géographie et Statistiques, 2019 - 2. Editions 2017 et 2019 de l'Annuaire Brésilien de Sécurité publique, publié par le Forum Brésilien de Sécurité Publique. - 3. Editions 2017 et 2019 de l'Annuaire Brésilien de Sécurité publique, publié par le Forum Brésilien de Sécurité Publique. - 4. Selon le Groupe Gay de Bahia (Rapports annuels 2016 et 2018). - 5. Selon un rapport du Groupe Gay de Bahia publié en mai 2019, de janvier au 15 mai 2019, 141 assassinats de personnes LGBT ont été recensés, ce qui représente en moyenne un assassinat toutes les 23 heures. - 6. Selon le recensement de 2010. - 7. Ibid. - 8. IBGE, rapport de 2019. - 9. Selon la Commission Pastorale de la Terre. Rapport Conflits dans le monde rural Brésil, 2018. - 10. Ibid. - 11. Selon la Commission Pastorale de la Terre. Rapport Conflits dans le monde rural Brésil, 2018. - 12. L'Institut National de Recherche Spatiale du Brésil (INPE), données de janvier 2020. - 13. Ibid. - 14. Déclaration du Ministre Abraham Weintraub. - 15. Ibid. - 16. Selon la Coordination de Renforcement de l'enseignement du Niveau Supérieur (CAPES). - 17. Déclaration du Ministre Onyx Lorenzoni.

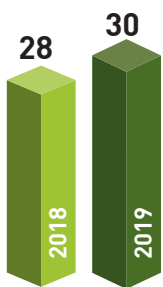
→ JUSTICE ENVIRONNEMENTALE



ACCÈS À LA TERRE

→ **1 489 conflits** recensés en 2018, contre 1 431 conflits recensés en 2017, soit une augmentation de 4 %⁹.

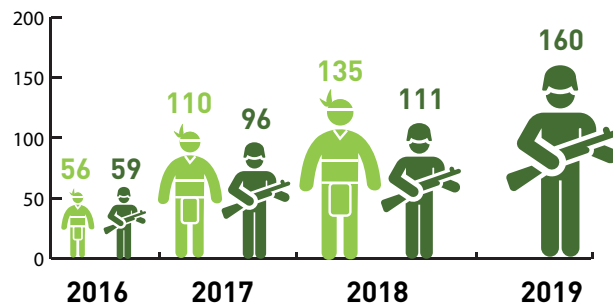
→ **39,4 millions d'ha de terres en conflit en 2018** (4,6 % du territoire national), contre 23,6 millions d'ha de terres en conflit en 2016, soit une **AUGMENTATION de 67 %**¹⁰.



Assassinats
en milieu
rural.

7 % d'AUGMENTATION.

PEUPLES AUTOCHTONES



■ Nombre d'autochtones assassiné.e.s.

■ Nombre d'invasions sur les territoires autochtones pour exploitation illégale des ressources naturelles.

141 % D'AUGMENTATION du nombre de personnes autochtones assassinées entre 2016 et 2018.



ENVIRONNEMENT



→ En 2018, **276 conflits** pour l'accès à l'eau contre 172 en 2016¹¹.

→ **9 165 km² de forêt ont été déforestés** en 2019, contre 4 946 km² en 2018, soit une **AUGMENTATION de 85 %**¹².



→ **68 345** départs de feu
2018



89 178 départs de feu
2019

soit une **augmentation de 30 %**¹³.

→ ESPACES DE DÉMOCRATIE



ÉDUCATION

→ **RÉDUCTION de 30 % des budgets** consacrés aux universités fédérales¹⁴.

→ Lancement de **216 écoles civiques-militaires** avant 2023¹⁵.

→ **3 474 bourses** d'études universitaires **SUPPRIMÉES** en 2019¹⁶.



OPPOSITION POLITIQUE

→ En 2019, **320 fonctionnaires** occupant des postes de confiance ont été **LICENCIÉ.E.S** en raison de leur orientation politique¹⁷.

LIBERTÉ D'EXPRESSION



6 → **350 %**

27

→ **27 cas de censure** au cours des 11 premiers mois de 2019 contre 6 cas répertoriés en 2018, soit une **AUGMENTATION de 350 %**.

→ Sur 180 pays, le Brésil est passé du **102^{ème} rang** en 2018 au **105^{ème} rang** en 2019 sur le classement mondial de la **liberté de la presse** de Reporters Sans Frontières.



LE BRÉSIL RÉSISTE

LUTTER N'EST PAS UN CRIME !



<https://lebresilresiste.org>

Document conçu par la Coalition solidarité Brésil - Janvier 2020.

Photos : Couverture, p.12, 13, 14, 18 / Elodie Perriot - S.C.-C.F.

P.5 Alejandro Chaskielberg, p.7 Santiago Romero, p.9, 11,15, 17, 19, 20, 21, 22, 23, 31 / Midianinja.org. Illustrations : Vincent Devillard





<https://lebresilresiste.org>

